

## **Sociologie de la civilisation moderne**

(Fondation de la Ville de Paris)

M. Raymond ARON, membre de l'Institut

(Académie des Sciences morales et politiques), professeur

### **RAPPORT D'ENSEIGNEMENT DU COLLEGE DE FRANCE 1975-76**

Le titre du cours était emprunté au livre fameux d'Oswald Spengler *Der Untergang des Abendlandes*, conçu avant et publié pendant la première guerre mondiale, acclamé en Allemagne après la défaite de 1918. Le livre n'obtint jamais un succès comparable en dehors de l'Allemagne ; il ne fut lu en France qu'à partir de la deuxième guerre mondiale. L'œuvre de Toynbee, parente de celle de Spengler, connut à son tour un succès de grand public dans les pays anglo-américains mais, plus encore que dans le cas de Spengler, ce succès n'entraîna pas l'assentiment des historiens professionnels qui, pour la plupart, s'exprimèrent avec sévérité à l'égard de ces vastes synthèses, embrassant siècles et nations.

Dans la première partie de mon cours, qui aurait pu s'intituler *position de quelques problèmes épistémologiques*, j'ai présenté les philosophies de Spengler et de Toynbee comme des tentatives de diagnostic historique, forme traditionnelle de ce que l'on appelle aujourd'hui futurologie. Forme traditionnelle puisque l'idée de la décadence ou du déclin court à travers la littérature historiographique de l'Occident depuis des siècles, nourrie par les souvenirs de l'effondrement de l'empire romain.

Je me suis demandé d'abord pourquoi les deux diagnostics de la conjoncture historique les plus populaires — le diagnostic marxiste-léniniste et celui qui se dégage de la théorie de la croissance — bénéficiaient d'une faveur, refusée aux spéculations sur la décadence.

Le diagnostic marxiste de la II<sup>e</sup> Internationale — déclin du régime capitaliste au fur et à mesure du développement des forces productives — ne

présente plus qu'un intérêt historique. L'expérience prouve que le développement des forces productives — traduction marxiste de la croissance grâce à l'accumulation du capital — n'aggrave pas les contradictions du régime, mais, tout au contraire, dans la majorité des cas, favorise l'intégration de la classe ouvrière.

Le diagnostic marxiste-léniniste ne présente guère plus de vraisemblance. Il dérive de l'addition au marxisme de la II<sup>e</sup> Internationale de huit idées, tirées de quatre livres. Dans *Que faire ?* Lénine substitue le *parti* au prolétariat dans le rôle de sauveur et le *centralisme démocratique* à l'organisation authentiquement démocratique des partis sociaux-démocrates. Dans *Matérialisme et Empirio-criticisme*, il présente d'abord l'opposition du matérialisme et de l'idéalisme, comme couvrant l'ensemble de la philosophie, l'affirmation de la réalité du monde extérieur et la connaissance-reflet comme la philosophie indispensable du prolétariat ; il reprend ensuite la notion de *lois* aux sciences de la nature et prétend l'appliquer, en la combinant avec la dialectique, au déroulement de l'histoire humaine, prolongement de l'histoire cosmique et de l'histoire des espèces. Dans *L'Impérialisme, stade final du capitalisme*, il introduit la notion de *capitalisme des monopoles*, condamné à l'expansion, et l'impossibilité d'un accord amiable entre les nations capitalistes pour un partage de la planète. Enfin, dans *L'Etat et la Révolution*, il affirme deux idées : le dépérissement de l'Etat après la révolution et la simplicité de la gestion de l'économie par les producteurs associés.

Des théories historiques de Lénine, il ne subsiste rien, soixante ans après la révolution. Le pouvoir du parti communiste n'a nullement provoqué une augmentation de la production et de la productivité. Le régime soviétique a procédé à l'accumulation du capital avec plus de rigueur que le capitalisme mais il s'est révélé inférieur à celui-ci en tous les domaines : recherche scientifique, niveau de vie, libertés humaines. Que les partis communistes prennent ou non le pouvoir en d'autres pays, le fait lui-même ne rend pas une quelconque plausibilité au diagnostic marxiste-léniniste d'une décadence capitaliste et d'une ascension du socialisme — au moins au sens où un marxiste interprète un partiel diagnostic : en tant que régime économique, le socialisme de type soviétique ne peut se présenter en héritier des régimes occidentaux.

La théorie de la croissance, qui fut très à la mode en Occident au cours des vingt-cinq années après le plan Marshall, s'efforce de contrer le marxisme sur son propre terrain. Remplaçant le développement des forces productives par la croissance, les doctrinaires occidentaux dessinent une perspective de progrès économique indéfini, multiplient les extrapolations et, à partir de celles-ci, s'efforcent de prévoir les positions relatives des divers pays sur la ligne unique du développement des forces productives.

Cette théorie, à maints égards aussi primitive que le marxisme-léninisme auquel elle s'oppose, a été, elle aussi, peu à peu battue en brèche. La croissance, mesurée d'après le produit national brut, résulte de transformations diverses ; expression quantitative, approximative, de changements qualitatifs, elle ne saisit pas l'essentiel ; nous ne connaissons même pas la signification exacte de l'indicateur — volume du P.N.B. — agrégat qui englobe biens et services, le marché, réel ou simulé, servant au calcul. En tout cas, la relation entre la variable, volume du P.N.B., et les institutions politiques, les formes culturelles demeure trop mal connue pour que l'on puisse transfigurer en une philosophie globale de l'histoire une vue partielle de l'histoire économique contemporaine. Elle partage avec le marxisme la faiblesse de l'économisme et la variable P.N.B., moins imprécise que celle du développement des forces productives, néglige les modes à la fois de propriété et de fonctionnement.

La popularité de la théorie de la croissance a été ébranlée avant tout par deux arguments, l'un relativement faible, l'autre de grande portée historique. Les rapports du club de Rome ont répandu la crainte d'une catastrophe prochaine, apocalyptique, par suite de la limitation des ressources non renouvelables, de la destruction du milieu naturel et du coût accru de la lutte contre la pollution. Le premier rapport du club de Rome était scientifiquement indéfendable, il contenait presque toutes les erreurs de méthode, concevables en une pareille recherche, il avait malgré tout le mérite d'aller au-delà des abstractions du P.N.B. et de remettre le procès de l'économie moderne dans le contexte du cosmos et de la société.

Le deuxième argument, plus efficace me semble-t-il, reprend la critique romantique ou rousseauiste de la civilisation moderne. Marxistes et progressistes d'Occident partagent le même optimisme sur la science, la technique et la société productiviste. Or, la mode intellectuelle, en Occident, s'est détournée de cet optimisme et, du même coup, elle s'infléchit vers une vision proche de celle de Spengler et de Toynbee, tous deux inspirés par une conception antirationaliste, nietzschéenne dans un cas, vaguement religieuse dans l'autre. L'une et l'autre reprennent l'idée des cycles contre celle du mouvement indéfini dans la même direction. Bien plus, l'un et l'autre tendent à discerner dans les caractères intrinsèques de la civilisation moderne — productivisme, villes géantes, masses citadines, empire — autant de traits intrinsèques de la décadence en tant que telle ou de symptômes prémonitoires de la fin d'une culture (ou civilisation dans le langage de Toynbee).

Le diagnostic marxiste ou marxiste-léniniste confond le plus souvent un certain régime économique-social et les sociétés historiques dans lesquelles ce régime se trouve plus ou moins imparfaitement réalisé, en d'autres termes un abstrait et un concret. La décadence du capitalisme que prévoyait Joseph Schumpeter, était celle d'un mode d'organisation, non pas nécessai-

rement celle des sociétés européenne ou américaine qui appliquaient celui-ci. En revanche, les philosophies du type Spengler-Toynbee portent précisément sur les sociétés historiques, considérées en elles-mêmes en tant qu'ensembles historiques. C'est d'ailleurs la raison ultime pour laquelle ces sortes de philosophies passent pour discréditées.

En effet, les historiens aussi bien que les sociologues se demandent à quelle réalité répondent les notions de culture ou de civilisation, quelles sont les frontières, spatiales ou temporelles, de ces vastes ensembles, quel est le principe de chacun d'eux, quelle est l'inspiration qui donne à chacun d'eux son originalité. J'ai essayé de montrer pourquoi et en quel sens ces ensembles ne posaient pas de problèmes épistémologiques différents en nature de ceux que posent les nations. On peut aussi demander quelles sont les limites temporelles de la nation française, quel est son acte de naissance, quelles sont ses frontières dans l'espace (puisque'elles ont changé selon les époques). Certains historiens en concluent que l'histoire des nations est aussi peu scientifique que l'histoire des civilisations.

On peut aussi en conclure qu'il existe de multiples *champs intelligibles de recherche* dont aucun ne s'impose avec évidence mais dont aucun, non plus, n'est en tant que tel illégitime. Les anthropologues les plus positifs distinguent les sociétés étroites et les ensembles plus vastes, englobant plusieurs de ces sociétés étroites, ensembles caractérisés par la présence, dans toutes les unités étroites, de certains traits communs, institutions politiques, pratiques religieuses ou techniques. Les zones de « parenté sociale » se retrouvent dans les sociétés complexes et les cultures (ou civilisations) représentent l'équivalent de ces zones de parenté ou d'affinité sociale ou culturelle. Nul besoin de concevoir l'Occident comme une entité unique, singulière, animée par l'esprit faustien, incapable de communiquer avec d'autres entités du même type pour reconnaître la parenté, les communications incessantes entre les sociétés britannique, française, allemande, italienne.

Une société n'est jamais qu'un système de relations sociales, plus ou moins stabilisées ou cristallisées, que les hommes créent ou subissent sans en prendre une pleine conscience. Les historiens ou sociologues choisissent pour objet scientifique ce système de relations. Rien n'interdit de chercher si ce système de relations obéit à une loi de devenir ou à une loi de structure. Personne ne met en doute que le devenir de la France ne s'explique pas en dehors du cadre européen, en dehors des influences réciproques avec d'autres peuples d'Europe. La distance entre les sociétés européennes et les sociétés chinoise et japonaise — distance de culture et non pas seulement distance spatiale — est d'un tout autre ordre de grandeur que la distance entre les sociétés européennes.

J'ai consacré ensuite quelques leçons à caractériser la manière, les mérites et les défauts de Spengler et de Toynbee. Le premier, intuitionniste, impressionniste, échappe à la discussion scientifique mais, par instants, illumine avec une sorte de génialité certains êtres et certains destins (les Parsi et les Juifs, Tolstoï et Dostoïevski, Wagner et Manet). Certains concepts sont suggestifs (par exemple celui de *pseudo-morphose*), d'autres vagues ou arbitraires (tel celui de *forme*). Spengler a poussé jusqu'à l'absurde une intuition riche d'implications, à savoir l'interprétation de tous les aspects, de toutes les œuvres d'une culture à partir d'un sentiment vital fondamental. A la lumière de cette intuition se développent des comparaisons (entre la statuaire des anciens et le portrait des modernes), tour à tour enrichissantes, instructives, excessives, partielles.

Si l'on suit Spengler, la question de la décadence de l'Occident ne se pose même plus, elle est déjà tranchée. En effet, selon lui, chaque culture évolue selon un déterminisme inexorable et la phase dite de civilisation — économe, relativisme historique, hédonisme, villes tentaculaires — constitue en tant que telle la décadence, à savoir la phase finale d'une culture, qui a épuisé sa capacité créatrice et se prolonge dans l'ahistoricité. Cette vision ne se détache pas d'un système de valeurs, d'origine nietzschéenne, dont on trouve d'ailleurs des traces dans Max Weber. Sans discuter cette vision, il reste que le livre, antérieur à 1914, prévoyait justement les grandes guerres, les grandes invasions, les grands empires ainsi que la diffusion d'une pensée essentiellement critique, positiviste, matérialiste, avec des réactions mystiques, encore marginales.

Arnold Toynbee qui ne possède ni le génie ni l'arrogance ni les fureurs de Spengler est parti d'une homologie entre la guerre du Péloponnèse et la guerre de 1914. De cette idée-mère sont sortis les onze gros volumes de *Study of History* qui se situent dans le prolongement de l'énorme littérature consacrée à la fin de l'empire romain, avec cette originalité que la réflexion sur la fin de l'empire romain s'élargit en une méditation sur le destin de toutes les civilisations. Sans m'attarder sur l'énumération des civilisations et le principe d'originalité de chacune d'elles, j'ai mentionné quelques-uns des thèmes que je me proposais de reprendre, implicitement ou explicitement, au cours de ma propre enquête.

Toynbee, lui aussi, s'efforce de discerner le schème du devenir propre aux civilisations, bien qu'il n'attribue pas à ce schème un caractère de nécessité. D'où les concepts maintenant bien connus, effondrement (*break down*), temps de troubles, Etats batailleurs, prolétariat intérieur et extérieur, empire universel, religion universelle. Si l'on accepte l'homologie — 431, début de la guerre de Péloponnèse équivalant à 1914, début de l'effondrement de la civilisation occidentale — le temps de troubles se poursuivrait après les deux grandes guerres.

Par le style, la méthode, l'inspiration, Spengler et Toynbee diffèrent profondément, l'un héritier de la métaphysique de Goethe et de Nietzsche, l'autre de l'empirisme anglo-américain et d'une religiosité diffuse ; l'un allant jusqu'au bout du pluralisme de l'histoire humaine et du dialogue impossible entre les cultures, l'autre discernant les générations successives de civilisations, chacune fécondant celle qui lui succédera ; l'un interdisant au nom de la dignité humaine tout espoir d'échapper au destin et l'autre laissant planer une incertitude sur l'avenir de la civilisation occidentale ; l'un considérant la décadence occidentale comme accomplie mais plein de mépris pour les barbares, l'autre, élevé dans l'Angleterre victorienne mais prenant conscience de la précarité du règne des classes moyennes en Europe et de l'Europe dans le monde.

Je n'ai pas « critiqué » la pensée de Spengler, parce qu'elle ne se soumet pas aux règles de l'analyse et de la preuve ; il convient donc d'en tirer ce qu'elle peut donner et de rejeter ce qui semble préjugé ou arbitraire. A coup sûr nous vivons en une époque qui présente toutes les caractéristiques de ce qu'il appelle civilisation et, de ce fait, selon lui, la décadence est acquise. Mais l'application de ce concept à une époque aussi prodigieusement riche en découvertes scientifiques et en conquêtes techniques résulte d'une interprétation toute personnelle des valeurs et de la création humaine ou historique. De même, il m'a paru inutile de discuter du nombre des civilisations, de leurs limites spatiales et temporelles, de leur principe originel. Les périétés des six derniers millénaires ne s'intègrent pas aisément en un nombre, une fois pour toutes déterminé, de civilisations. Mais, en un autre sens, la substitution du concept de civilisation à celui de nation afin de constituer un champ intelligible de recherche ne traduit pas seulement un autre état de la conscience historique, elle découvre un autre aspect, et un aspect important, de la réalité socio-historique.

J'ai été ainsi amené à commenter l'ouvrage inachevé de Marcel Mauss sur la nation, ouvrage peu commenté par ses élèves, disciples et successeurs et pourtant représentatif d'un mode de pensée répandu au lendemain de la première guerre mondiale. Mauss voyait dans la nation, avec sa volonté d'individuation, avec son esthétique, sa mentalité, sa langue *la* société par excellence, le type d'organisation sociale supérieure auquel les Européens ont accédé les premiers. Conception aujourd'hui pour de multiples raisons passée de mode : ni la volonté d'intégration nationale ni la volonté d'individuation nationale ne subsistent telles quelles ; d'aucun sourient en lisant des lignes telles que celles-ci : « Et la société est devenue à quelque degré l'Etat. le corps politique souverain ; c'est la totalité des citoyens. C'est précisément ce qu'on appelle la nation, cette chose que l'Anglais s'imagine avoir été créée par la Grande Charte et qui fut réellement créée aux Etats-Unis en 1777 par le Congrès de Richmond et au Champ de Mars lors de la journée de la

Fédération ». Et encore : « Les sociétés humaines actuellement vivantes sont loin d'être encore toutes de la même nature et du même rang dans l'évolution. Les considérer comme égales est une injustice à l'égard de celles d'entre elles où la civilisation et le sens du droit sont plus pleinement développés ».

Nous savons mieux aujourd'hui qu'il n'existe pas de société par excellence, que toute nation connaît des tensions internes, des micronationalismes potentiels, qu'aucune nation n'est refermée sur elle-même ou pleinement individuée, en bref que la nation ne constitue pas une totalité qui s'imposerait d'elle-même à l'historien. La civilisation, ensemble de plusieurs nations, ne s'impose pas non plus d'elle-même à l'historien, mais la dissolution de toutes les totalités ouvre la voie à l'analyse d'ensembles multiples, qui peuvent tous devenir objets historiques.

Chacun de ces ensembles historiques comporte à la fois des systèmes d'idées plus ou moins cohérents, des systèmes sociaux plus ou moins cristallisés, ces différents systèmes étant ou bien liés les uns aux autres par des connexions logiques ou causales, ou bien simplement juxtaposés.

Je me suis abstenu des comparaisons historiques, séduisantes mais aussi trompeuses, entre l'Europe ou l'Occident d'aujourd'hui et le monde antique durant la période de troubles. Une fois posé que ces philosophies de l'histoire renouvelaient en la prolongeant l'historiographie de la chute de l'empire romain, j'ai pris pour point de départ de la deuxième partie du cours les faits évidents : les deux siècles depuis la révolution industrielle qui ont bouleversé la face des sociétés humaines, le reflux européen, la dissolution des empires maritimes créés par les nations européennes, la diffusion d'un certain occidentalisme vers l'empire militaire des Romanof devenu l'Union soviétique, la formation de nations, d'origine européenne, en Amérique du Sud et du Nord, colonies au sens que les Grecs donnaient à ce terme, dont les Etats-Unis sont le représentant le plus puissant. Par suite de circonstances historiques, un empire superficiellement occidentalisé (pseudomorphose) et un espace continental, colonisé par les Européens, demeuré d'un seul tenant, enserrent l'Europe, foyer de la civilisation occidentale et divisée en une multiplicité de nations d'un autre ordre de grandeur. Du même coup, je passai à l'essai d'analyse de ce que l'on peut appeler décadence à propos de la France, de l'Angleterre, des Etats-Unis.

Distinguons d'abord de la décadence l'*abaissement*, c'est-à-dire la diminution de la puissance relative, ou encore la diminution de la part prise par tel ou tel pays au progrès de la connaissance. L'abaissement se prête à une mesure objective, parfois quantitative. L'abaissement de la France, pays le plus peuplé d'Europe à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, résultait inévitablement de l'écart entre le taux français de croissance démographique et le taux du reste de l'Europe au XIX<sup>e</sup> siècle. De même, l'Angleterre de 1860, centre

impérial, financier, industriel de la planète, ne pouvait pas garder une position unique qui devait se dégrader d'elle-même, non par corruption de l'Angleterre mais par diffusion des secrets de sa prééminence.

Si l'on prend pour modèle de la décadence la chute de l'empire romain, la dissolution des empires européens constitue par elle-même un diagnostic. Mais, en fait, un tel diagnostic serait étrangement superficiel. Les Européens devaient découvrir la contradiction entre leurs idées et leur impérialisme. De plus, toutes les métropoles européennes ont reconnu, au cours des trente dernières années, qu'elles pouvaient s'enrichir sans imposer leur domination au dehors. La nature même de la société industrielle moderne remet peut-être en question la signification historique de la chute des empires.

Je me suis donc posé à propos de la France et de la Grande-Bretagne la question : l'abaissement, fait incontestable, témoigne-t-il de la décadence, de ce que Machiavel aurait appelé la perte de *virtu*, de ce que j'appelle, faute d'un meilleur terme, *perte de la vitalité historique*. Cette notion vague, j'ai tenté de la saisir en interrogeant les chiffres de la population et de la production, la capacité d'action collective, les rapports entre les dirigeants et la masse du peuple.

Dans le cas de la France, j'ai repris la littérature sur la décadence, abondante après la défaite de 1870, les interprétations diverses des libéraux, des contre-révolutionnaires, des républicains, les vues divergentes de l'école obsédée par la supériorité des anglo-saxons et de l'école tournée vers le modèle allemand ; j'ai analysé les diverses explications de la défaite, les unes susceptibles d'une enquête rigoureuse (organisation de l'armée, nombre, maladresse de la diplomatie), les autres plus ou moins plausibles (mœurs, état d'esprit, place des vertus militaires dans la société, absence de consensus sur le régime ou la forme de l'Etat). En bref, je me suis efforcé de montrer que l'on peut substituer à des formules littéraires (« la France expie la Révolution », E. Renan) des recherches sociohistoriques sur l'armée, l'université, la classe dirigeante qui donneraient un sens plus précis à la notion de vertu ou capacité d'action historique.

Les analyses socio-historiques laissent toujours un résidu inexpliqué. Si l'on rend compte du déclin de la science française à partir de 1830 par les institutions, on peut se demander pourquoi ni les savants ni les gouvernants ne prirent conscience des causes de ce déclin et ne décidèrent les mesures susceptibles de guérir le mal. En d'autres termes, on est parfois ramené vers la formule de Toynbee : le défi n'a pas été relevé, formule descriptive mais nullement explicative.

La conclusion des leçons sur la France était à peu près la suivante : la France, au cours du siècle dernier, s'est différenciée du reste de l'Europe

par une moindre croissance de la population, par une plus grande résistance à l'industrialisation (bien que le retard de la France, à cet égard, ait été souvent exagéré), par un mélange d'instabilité politique et de moindre mobilité sociale. Depuis 1945, la France a témoigné d'une vitalité reconquise et a participé aux mouvements de l'ensemble européen et occidental.

J'ai ensuite tenté une recherche analogue sur la Grande-Bretagne avec cette différence que je n'ai pas utilisé la littérature sur le déclin et que je m'en suis tenu exclusivement ou presque à une analyse socio-politique. En ce qui concerne la période qui commence vers 1870 et va jusqu'en 1945, j'ai cherché la part relative de l'orgueil du succès, du mal des héritiers et du handicap de l'avance. J'ai également tenté de discerner ce qui relevait d'une causalité strictement économique (pourquoi renouveler le matériel si l'ancien permet encore de produire, d'exporter et de s'assurer des profits?) et ce qui relève d'une causalité sociale, non susceptible d'une mesure rigoureuse (les entrepreneurs perdent l'esprit d'entreprise et jouissent d'un style de vie aristocratique).

A partir de 1914 et, plus encore, de 1945, il ne s'agit plus de la décadence de telle ou telle nation européenne, mais de celle de l'Europe tout entière, de l'Europe des nations dévastée par les guerres nationales. Par l'intermédiaire de celles-ci, l'Europe franchit une étape de plus sur la voie qui conduit aux empires universels. J'ai donc analysé les caractères spécifiques des zones impériales, soviétique et américaine, entre lesquelles l'Europe est partagée. Peu importe que la comparaison avec les empires universels des autres civilisations soit ou non justifiée. Ce qui nous importait, tout au contraire, c'était de saisir les spécificités de ce que d'aucuns appellent l'empire américain et de ce que je préfère appeler la zone impériale du système américain. Zone dont la force militaire des Etats-Unis assure la sécurité; système économique dont le dollar constitue la monnaie transnationale et dont les autorités de Washington, pour l'essentiel, dictent les lois. Une comparaison entre l'empire britannique et la zone impériale américaine, entre le système de la livre et celui du dollar permet de replacer dans le cours de l'histoire la conjoncture présente.

La dernière partie du cours fut consacrée aux symptômes de la désintégration de la zone impériale et du système des Etats-Unis, également aux symptômes de perte de vitalité historique de la société américaine. Des deux Grands, l'Union soviétique et les Etats-Unis, seul ce dernier me paraît appartenir encore à l'Occident. Dernier venu sur la scène de la grande histoire, le Grand de l'Ouest doit ses lois, ses valeurs, ses institutions au peuple de langue anglaise; il ne représente pas toute la culture occidentale mais il en représente et en conserve une partie authentique, le respect des libertés personnelles, la limitation des pouvoirs étatiques, la notion de *due process of law*, le légalisme en politique et l'échange marchand en économie. L'Union

soviétique se réclame d'une idéologie occidentale mais elle en a fait une vérité d'Etat ; elle a érigé une idéocratie, forme dégradée de théocratie, et, du même coup, violé le principe suprême de l'Occident, la séparation du pouvoir temporel et du pouvoir spirituel.

L'avenir de la civilisation occidentale dépend donc de celui des Etats-Unis. Sans trancher entre les interprétations, j'ai de mon mieux mis en lumière les indices de repli volontaire ou involontaire, les expressions d'une éthique différente de celle qui avait présidé à la naissance et à la prospérité des Etats-Unis ; en sens contraire, j'ai aussi indiqué les multiples activités dans lesquelles les Etats-Unis conservent le premier rang, science, technique, puissance militaire. La crise qui affecte les Etats-Unis ne diffère pas, en profondeur, de celle qui affecte les pays d'Europe : les fonctions démesurées de l'Etat, les revendications égalitaires des individus et des groupes, l'effort pour passer de l'égalité devant la loi et dans la compétition à l'égalité de condition.

Pour conclure, j'ai opposé l'une à l'autre deux visions panoramiques de l'histoire humaine, conduisant à deux diagnostics de la conjoncture. Selon l'une, c'est, il y a deux siècles, en Angleterre que s'est produite la mutation la plus radicale de l'organisation sociale depuis la révolution néolithique ; nous entrons dans le troisième siècle de l'ère industrielle ; plus ou moins vite, plus ou moins douloureusement, le reste de l'humanité y entrera ; les Etats-Unis demeurent les pionniers, ils risquent de perdre leur rôle d'avant-garde comme la Grande-Bretagne a perdu le sien il y a plus d'un siècle. Mais, bien que l'on ne puisse exclure des conquêtes sanglantes, bien que des difficultés transitoires de ravitaillement en certaines matières premières soient probables, bien que l'environnement et l'atmosphère soient menacées, la perspective d'ensemble justifie l'optimisme à long terme. Ce que les hommes ont fait depuis deux siècles en dépit des guerres, ils continueront à le faire. Dans un siècle ou deux, ils s'arrêteront sur ce chemin et chercheront d'autres raisons de vivre.

Selon l'autre vision, l'Occident européen vit, à l'ombre d'un empire idéocratique, une existence précaire, sans volonté, sans capacité de se défendre. L'Occident américain s'éloigne de plus en plus de ses origines européennes, elle perd rapidement les convictions qui unissaient une population issue d'ethnies diverses. L'avenir proche, ce n'est pas l'Occident atlantique, mais la réunification de l'Europe, sous une autorité impériale qui en pervertirait la culture et l'inspiration.

J'ai donc terminé sur des interrogations, en particulier sur une citation tirée du *Journal des Débats* de 1831 : « Il est de fait que les esprits les plus sérieux et les plus éclairés sont ceux qui doutent le plus et que ceux qui doutent le plus ont les convictions les plus solides. »

En marge de l'article, le Maréchal von Gneisenau avait écrit : Clausewitz. Ce dernier gomma l'indication mais raconta l'histoire à sa femme. Ainsi le cours, animé par des convictions fortes, ne dissipait pas le doute et se terminait sur des points d'interrogation.

#### PUBLICATION

— *Penser la guerre, Clausewitz*, tome I, *L'âge européen* ; tome II, *L'âge planétaire* (Paris, Gallimard, 1976, 472 p. et 365 p.).

#### DISTINCTIONS

Grand prix de la Fondation de France (prix Paul Valéry) pour le livre précédent.

Doctorat honoris causa en philosophie de l'Université nationale de Séoul (République de Corée).